

DÉBAT RELATIF AUX
CONCLUSIONS DE LA PRÉSIDENCE

Le **Président Almeida Santos** a ouvert le débat sur le texte des Conclusions de la réunion présenté par la Présidence de la Conférence, qui avait été distribué, en accordant encore un certain temps pour la lecture et la réflexion.

Lord Tordoff (Chambre des Lords, Royaume-Uni) a fait remarquer que ce sont des Conclusions de la Présidence, ce qui facilite leur approbation. Quant au texte, il a affirmé que très peu de choses n'obtiendraient pas l'accord de toutes les personnes présentes.

La **Présidente Birgitta Dahl** (Suède) a remercié la manière dont le texte a été présenté et s'est réjouie de la façon dont les choses avancent, dans la mesure où sont respectées les différences de compétences et de pouvoirs politiques des Présidents.

Le **Président Frank Swaelen** (Sénat, Belgique) a affirmé être d'accord avec la proposition faite et avec les Conclusions présentées, mais il a précisé que ce ne sont pas seulement les conclusions de la Présidence, puisqu'il y a un consensus autour de plusieurs points. Par conséquent, ce texte va un peu plus loin que de simples conclusions. Quant au contenu, il a demandé deux corrections de la version française du texte, qui n'ont suscité aucune objection.

Le **Président Heinz Fischer** (Nationalrat, Autriche) a trouvé le texte très équilibré et a fait deux propositions: que la constitution de Groupes de Travail n'entraîne pas l'exclusion de thèmes pour l'assemblée plénière de la Conférence et que, en plus d'exprimer la préoccupation suscitée par la crise du Kosovo, l'on puisse aussi manifester l'espoir en une solution pacifique pour la résolution du conflit.

La **Vice-présidente Maria van der Hoeven** (Deuxième Chambre, Pays-Bas) a salué la manière dont les conclusions reflètent les travaux de la Conférence. Quant au Kosovo, elle a proposé que l'on mentionne l'espoir en une solution durable, plus importante même que la pacifique.

Le **Président Apostolos Kaklamanis** (Grèce) a appuyé tous les points des Conclusions, sauf celui du Kosovo. Dans la mesure où il avait déjà abordé ce sujet, il a seulement ajouté que l'on devrait en parler de manière ouverte et sincère. Il a présenté une proposition de rédaction pour le point du Kosovo, qu'il a défendue en insistant sur le fait que la guerre est une catastrophe à différents niveaux et que la Conférence ne peut donc pas garder le silence devant tout cela.

Il faut en effet avoir du courage et prendre une attitude vis-à-vis de la population européenne. La référence à une solution pacifique ne ferait de tort à personne et, si tous ne sont pas d'accord avec ce texte, on pourra dire qu'un certain nombre de Présidents est d'accord avec des orientations. Enfin, il a dit qu'à l'extérieur on doit savoir que cette question a été débattue pendant la Conférence.

Le **Président Almeida Santos** a défendu que les conclusions soient porter sur les points de convergence et non sur les divergences. La référence au problème du

Kosovo est dans les conclusions et il n'est pas facile d'aller plus loin, car cela pourrait compromettre les positions de nos Gouvernements et que ces questions exigent une certaine prudence. Le texte devra être général, sous peine qu'il ne puisse y avoir aucunes conclusions.

Le **Président Luciano Violante** (Chambre des Députés, Italie) a évoqué les Groupes de Travail, un pour la qualité de la législation, un autre pour le Règlement, ainsi que l'existence de la *troika* pour organiser la prochaine Conférence. Toutes ces structures semblent impliquer trop de bureaucratie. Il a donc proposé que la *troika*, constituée par les Parlements du Portugal, de l'Italie, de la Suède et par le Parlement Européen, puisse inviter qui elle voudrait à ces travaux.

Quant au Kosovo, il a souligné que la Conférence ne peut pas se diviser et il est préférable qu'il n'y ait rien plutôt qu'il y ait quelque chose qui la divise. Il y a cependant une question qui semble être consensuelle – le plan du G8. Le soutien à ce plan pourrait donc être mentionné.

Le **Président Trillo-Figueroa** (Congrès des Députés, Espagne) a exprimé son accord avec l'intervention du président Violante à propos du Kosovo, sauf en ce qui concerne la référence au Plan du G8, car il s'agit d'une situation qui peut susciter des divisions au sein même des Parlements. Il a dit qu'il avait déjà parlé avec le Président Kaklamanis et qu'il est d'accord avec lui sur ce sujet, mais nous ne pouvons pas aller plus loin que ce qui est exprimé dans la proposition de Conclusions présentée par la Présidence. Soit il n'y a que cette référence, soit il ne peut y avoir rien d'autre.

Pour des raisons de cohérence avec l'avis de convocation, nous ne pouvons pas aller plus loin, dans la mesure où cela dépasserait le mandat que chaque Président a pour cette Conférence. La proposition du Président Almeida Santos dépasse déjà l'avis de convocation et il faut faire une distinction entre les Conclusions de la Conférence et les opinions sur les questions d'actualité, qui ne relèvent pas des Présidents.

Le **Vice-président Jan Lenssens** (Chambre des Représentants, Belgique) a défendu que bien que la question du Kosovo ne soit pas à l'ordre du jour de la Conférence, il faut quand même y faire référence. Et quoique l'on puisse aller un peu plus loin, nous devrions garder le texte proposé par le Président Almeida Santos.

La **Présidente Birgitta Dahl** (Suède) a appuyé la proposition du Président Almeida Santos quant au point du Kosovo, en rappelant que les Présidents peuvent exprimer leurs propres points de vue sans engager les autres membres de la Conférence.

La **Présidente Riitta Uosukainen** (Finlande) a soutenu le texte proposé par la présidence, ainsi que l'intervention du Président Trillo-Figueroa.

La **Vice-présidente Maria van der Hoeven** (Deuxième Chambre, Pays-Bas) a manifesté sa préférence pour la version anglaise du texte sur le Kosovo, en

affirmant également qu'elle aurait aimé aller un peu plus loin, mais que cela n'a pas été possible. La version française semble donc être la plus consensuelle pour ce paragraphe.

Le **Président Apostolos Kaklamanis** (Grèce) s'est montré satisfait que tous les Présidents aient ressenti des responsabilités à propos de cette question. La Conférence peut constituer un signe positif pour les citoyens de l'Europe en vue des élections européennes et l'image de l'Union Européenne ne peut pas être affectée. Aussi a-t-il affirmé être d'accord avec les Présidents Trillo-Figueroa, Jan Lenssens et Maria van der Hoeven, pour appuyer la position consensuelle, bien qu'il eût préféré la proposition du Président Fischer, qui défendait le soutien d'une solution pacifique, durable et politique.

Le **Président Almeida Santos** a proposé que l'on ne recommence pas à discuter ce thème et a demandé le consensus quant à la proposition de la Présidence. Ce consensus a été donné par tous les Présidents présents et le texte a donc été adopté.

Pour clore la Conférence, le Président Almeida Santos a remercié tous les Présidents de leur participation active, en particulier les Présidents Rapporteurs des thèmes débattus. Il a également remercié les membres des Groupes de Travail, le Secrétariat de la Conférence et les interprètes pour leur collaboration.